



ÉGLISE-WALLONIE

ÉDITORIAL

Distanciation sociale ?

À la suite de l'extension à travers le monde de l'historique pandémie de coronavirus, il a été beaucoup question de « distanciation sociale ». Reste à voir si cette appellation était la plus appropriée pour un temps de mesures sanitaires et de prises de distances ...physiques ! En tout cas, parler de « distanciation sociale » participait à une invasion supplémentaire de l'anglais dans notre vie quotidienne avec l'usage des tracings, call centers et même des modes d'emploi en anglais des masques distribués par la Fédération Wallonie-Bruxelles ! Mais il est vrai qu'on a aussi parlé de « distance sociale » pour marquer les différences entre distances intime, personnelle, sociale et publique.

Quoi qu'il en soit des termes employés, les confinements, le télétravail et autres mesures de maintiens à domicile des adultes et des jeunes ont conduit à une étonnante multiplication de messages quotidiens par courriels - ou ..emails ! -, vidéo-conférences, etc au sujet de la pandémie et de notre avenir.

Les membres d'Église-Wallonie en ont fait l'expérience dans les enrichissants

échanges d'apports reçus de multiples sources et à propos de leurs propres contributions. Surtout que les uns et les autres allaient souvent au-delà des « émissions spéciales » de pas mal de médias écrits et audiovisuels.

De cela, il est fait écho dans ce bulletin Église-Wallonie N°2 ou plutôt dans ces Bulletins 2 et 2 Bis, avec une attention spéciale vis-à-vis de la Wallonie et en rejoignant bien le « petit entrefilet » suivant qui a été partagé et apprécié parmi les membres du Comité d'Église-Wallonie :

« Celles et ceux qui croient pouvoir rester confinés sur leur île du bien-être doivent réaliser que tant qu'il restera une personne laissée sans soins, le corps social sera menacé. Personne n'est à l'abri des contagions et des maladies biologiques et psychiques. C'est vrai tout particulièrement pour les soins nécessaires aux sans-abris et aux sans-papiers, en Europe et à travers le monde. Plus nous serons nombreux sur cette terre, plus la loi de l'interdépendance générale s'imposera à toutes et à tous. Il faut donc un système fiscal juste et transparent qui mette tout le monde à contribution, grâce à des choix budgétaires qui concourent réellement au bien-être de toutes et de tous, spécialement de celles et de ceux qui sont en dessous du seuil de pauvreté, et à une efficacité de la gouvernance des services publics. ».

Alors qu'on se souviendra que les papes Jean XXIII et Paul VI avaient déjà plaidé pour une gouvernance mondiale, on doit constater que se confirme et s'élargit désormais le « Tout est lié » que le pape François a développé en faveur de la promotion de la Paix, de la Justice et de la Sauvegarde de la Création dans son encyclique « Laudato Si' » parue en mai 2015 et sur laquelle le mouvement Église-Wallonie est revenu régulièrement. **Oui, il faudra désormais que notre monde vive en renforçant la solidarité entre tous les sœurs et frères en humanité - qui sont, pour les chrétiennes et les chrétiens, les filles et les fils du Dieu de l'Alliance - ainsi que vis-à-vis de tout le vivant ! C'est ce à quoi Église-Wallonie invite à contribuer. Avec l'espoir que cela suscite l'intérêt des lecteurs et lectrices, voire la décision de certaines et certains de venir renforcer ce mouvement en y adhérant comme membre ou en le soutenant par un don.**

L'AG d'Église-Wallonie, prévue en mai et reportée, aura lieu dans le cours du mois de novembre.

ACTIVITÉS

Au Comité Église-Wallonie

En raison des mesures sanitaires promulguées depuis mars, il n'y a pas encore eu cette année de réunions de Comité et d'Assemblée générale du

du mouvement Église-Wallonie du type présentiel, comme on dit à présent. Mais les membres du Comité ont pas mal échangé entre eux au sujet des choix à faire à la suite de l'historique pandémie de 2020 tant en société qu'en Église, du plan local au niveau mondial.

Église-Wallonie devra donner des suites à ces échanges et traiter de diverses problématiques dont :

- un éventuel changement de nom du mouvement, car ses membres considèrent qu'il serait bon de mettre davantage l'accent sur leur référence au message de l'Évangile que sur l'appartenance à une Église, la catholique, même s'ils continuent à se considérer comme membres de celle-ci, mais souvent en communion avec ceux d'autres Églises chrétiennes,

- une nécessaire recherche de sympathisants et de membres cotisants, dont des femmes, spécialement dans les provinces de Liège, du Luxembourg et du Hainaut,

- à la suite du nouveau seuil franchi au plan numérique durant la période de confinement la recherche de moyens humains ou collaborations et matériels pour alimenter et développer le site www.eglise-wallonie.be et même d'autres canaux de communications.

Pour un monde et une Wallonie d'après

C'est davantage au sujet des suites de la pandémie du coronavirus que sur le déroulement de celle-ci que les membres du Comité d'Église-Wallonie ont pas mal échangé entre eux durant les semaines de confinement. D'où la contribution développée qui en est sortie et qui a amené à proposer un numéro du Bulletin N°2 et un Bulletin N° 2 Bis. Pour en rendre plus facile la diffusion en ligne.

Économie humaine et économie sociale

Comme cela a déjà été expliqué dans de précédents numéros, Église-Wallonie a adhéré au Réseau international pour une économie humaine (www.rieh.org). Celui-ci s'inscrit dans le prolongement de

l'œuvre de feu le **père Lebre**t. Ce père dominicain, Breton de naissance, qui fonda Économie et Humanisme durant la guerre 40-45, fut le principal inspirateur de l'encyclique pour le Développement des Peuples du **pape Paul VI** en 1967 et collabora au développement de nombreux pays et régions du nord et du sud de la planète, y compris de la Wallonie à la sortie de la deuxième guerre mondiale.

Le père Lebre

t avait aussi créé à Paris l'Institut international de Recherche et de Formation Éducation et Développement (IRFED). **Roland Collin**, qui le dirigea après lui, déclarait encore en 2019 : « Au coeur du drame immense de la Seconde Guerre mondiale, Louis-Joseph Lebret en compagnie de **François Perroux** lançait un message fondateur de l'économie humaine : le développement ne peut prendre son sens qu'en s'appliquant à 'tout l'homme et à tous les hommes'. La portée de cette prise de conscience n'a pas pris une ride dans le temps d'aujourd'hui, au plus vif de l'Humanité présente. ».

En avril 2018, Église-Wallonie avait invité des représentants de milieux académiques et associatifs de Wallonie à une présentation à Namur du livre plaidoyer « Chemins d'économie humaine » que le RIEH a publié en 2016 à Paris aux Éditions du Cerf. Et en juin 2018, notre mouvement avait été représenté à la rencontre internationale organisée en Bretagne par le RIEH sur le thème « Du souffle pour nos territoires sur quatre continents, des territoires en chemin vers l'économie humaine – Mille misères suscitent mille chantiers, mille projets ».

En regrettant de ne pas pouvoir participer à la rencontre d'avril 2018 à Namur, le **professeur Jacques Defourny**, de l'Université de Liège, avait signalé sa proximité avec le père Lebre

t et le centre qui porta son nom à Paris, ainsi que son intérêt pour le RIEH. Ayant appris que ce promoteur de l'économie sociale avait mis un terme à son enseignement fin 2019, les deux délégués du mouvement Église-Wallonie au RIEH, **Jean-Pierre Binamé** et **Jacques Briard** l'ont rencontré en janvier 2020 en vue de voir avec lui comment Église-Wallonie pourrait promouvoir le concept d'économie humaine en Wallonie.

Lors d'un très agréable et fort enrichissant entretien, ils ont appris que le professeur Defourny était bien décidé à poursuivre ses travaux sur l'économie sociale, tant en Wallonie qu'au niveau international. Le confirment bien les « traces » suivantes rédigées par Jean-Pierre Binamé et que complètent des notes sur l'économie sociale, alors que les unes et les autres prennent sans doute une autre dimension dans « l'après-pandémie » :

Bien qu'il adhère entièrement aux objectifs d'une « économie humaine », le professeur Defourny est particulièrement réticent à l'idée de mobiliser des acteurs ou chercheurs économiques belges et autres autour de ce concept. Car ceci risquerait de disperser et de fragiliser la réflexion et l'action que le concept et le modèle de l'économie sociale ont réussi à créer et faire reconnaître en Belgique et à un niveau international. Ceci lui semble d'autant plus dommageable que l'économie sociale lui apparaît comme concrétisant en très grande mesure les aspirations d'une « économie humaine » telles que décrites dans le livre « Chemins d'économie humaine ».

Représentant en Europe 15 % de l'emploi salarié et des millions de volontaires, l'économie sociale est parfois appelée aussi « troisième secteur », car elle se distingue tant du secteur privé de type capitaliste que du secteur public. Elle apparaît surtout comme une réponse, certes partielle, mais néanmoins pertinente, à de nombreux défis d'aujourd'hui, tant sur le plan de la cohésion sociale que du respect de l'environnement, et aussi bien en termes d'emploi que de gouvernance.

Cette percée du concept et modèle de l'économie sociale est attestée par le fait qu'avec l'appui d'acteurs et chercheurs du secteur, le professeur Defourny est parvenu à réunir en Wallonie **un consensus au plan politique autour de la définition suivante de cette forme d'économie à la fois concise, claire et précise qui a été reconnue en 2008 par le Parlement wallon et en ces termes :**

« Par économie sociale, on entend :

- les activités économiques productrices de biens ou de services,
- exercées par des sociétés principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations,
- dont l'éthique se traduit par l'ensemble des principes suivants : finalité de service aux membres ou à la collectivité, plutôt que finalité de profit ; autonomie de gestion ; processus de décision démocratique ; primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus. ».

Il convient aussi de noter que, comme cela est mentionné dans l'ouvrage collectif « Économie sociale et solidaire - Socioéconomie du 3e secteur », qui est publié sous la direction de Jacques Defourny et de Marthe Nyssens, en 2017 aux Éditions De Boeck et est cité tout au long du présent apport, la définition de l'économie sociale « a été reprise dans les années 1970 par diverses instances au niveau fédéral belge, mais aussi pour la rédaction du premier Libro Banco de la Economia Social, remis au Gouvernement espagnol en 1991, ainsi que pour le Chantier de l'Économie sociale lancé par le Gouvernement du Québec en 1996. ».

Par contre, le monde anglo-saxon utilise le concept « entrepreneuriat social » qui correspond assez bien à la philosophie de l'économie sociale (et de l'économie humaine). On observe une « étonnante montée de l'entrepreneuriat social et des entreprises sociales dans pratiquement toutes les régions du monde ». Et nous pouvons d'ailleurs noter que de telles initiatives menées dans les pays du Sud sont principalement citées comme exemples dans le livre sur l'économie humaine du RIEH.

L'entrepreneuriat social a été particulièrement étudié aux USA, où une école de pensée analyse ce phénomène sous l'angle de l'innovation sociale et relève que « certains entrepreneurs sociaux emblématiques ayant réussi un tel développement ... sont de plus en plus souvent présentés comme des 'héros des temps modernes ' (Bornstein, 2004). ». Mais une notion analogue à l'américaine est apparue aussi en Italie. En effet, le Parlement italien a voté,

dès 1991, une loi offrant le statut spécifique de coopérative de solidarité sociale. Par ailleurs, aux USA, de jeunes entrepreneurs de la Silicon Valley se sont mis à appliquer la méthodologie rigoureuse du capital-risque dans leur soutien philanthropique aux porteurs de tels projets, avec l'objectif d'en faire des « champions ». En Europe, près de 200 Fonds se sont organisés pour procéder de façon analogue, avec un appui financier et un accompagnement de candidats sélectionnés par un appel à projets. Plus récemment, des plate-formes en ligne (social purpose online platforms-SPOPs) se sont mises en place afin de mutualiser et professionnaliser la recherche de fonds destinés aux porteurs de projets en économie sociale.

Il s'avère donc qu'alors elle était un phénomène inimaginable il y a encore peu de temps, la recherche académique autour des options d'économie sociale et d'entrepreneuriat social « *se répand aujourd'hui dans la plupart des régions du monde : après une première décennie presque confidentielle, celle des années 1990, on a vu des communautés de recherche émerger de part et d'autre de l'Atlantique, puis s'étendre vers l'Europe centrale et orientale (Borzaga et al, 2008), dans la plupart des pays d'Asie de l'Est, y compris en Chine (Defourny et Kuan, 2011), ainsi qu'en Inde, en Australie, en Israël et dans plusieurs pays d'Amérique latine.* ».

C'est ainsi qu'au début des années 1990, le professeur Defourny créa le Centre d'Économie Sociale ou CES (www.ces.uliege.be). Situé dans l'École de Management de l'Université de Liège ou HEC, ce centre de recherches compte aujourd'hui une dizaine de collaborateurs et collaboratrices grâce aux nombreux soutiens obtenus de façon presque inespérée, voire au grand dam de certains collègues. Et c'est lors d'un séminaire de recherche du CES qu'a été, par exemple, présenté le 28 janvier 2020 une communication relative à des formes alternatives de philanthropie.

Le professeur Defourny a aussi fondé le réseau EMES (www.emes.net) qui met en contact 15 centres de recherches européens et dont les travaux « *ont fourni les premières bases théoriques et empiriques pour une*

conceptualisation de l'entreprise sociale. Cette approche est le fruit d'un long travail de dialogue entre plusieurs disciplines (économie, sociologie, science politique et management), mais aussi entre les diverses traditions et sensibilités nationales au sein de l'Union européenne. ».

De plus, au départ de l'Université de Liège et de l'Université catholique de Louvain, les professeurs Jacques Defourny (Ulg) et Marthe Nyssens (UCL) coordonnent le Projet ICSEM pour International Comparative Social Enterprise Models (www.iap-socent.be/icsem-projet). Fondé en 2013, ce Projet réunit actuellement 230 chercheurs de 50 pays !

Sans du tout chercher à minimiser tout ce qui est lié aux initiatives regroupées sous le vocable de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social, deux raisons majeures justifient sans doute le fait de ne pas vouloir réduire à celui-ci le concept d'économie humaine, même si des exemples cités dans le livre du RIEH pourraient parfois le donner à penser :

Tout d'abord, le concept d'économie humaine renvoie à la nécessité d'une articulation méthodologique entre, d'une part, le développement économique et social et, d'autre part, un processus participatif de mise en évidence des besoins de chaque personne au sein de la société. Rappelons en effet que les travaux et les réflexions du fondateur d'Économie et Humanisme que fut le père Leuret soulignaient l'intérêt d'une théorie de l'animation et de la formation sur la recherche-action qui était orientée en priorité dans les zones rurales et mettait en cause une autre conception de la « science économique ». De là donc aussi ces propos de Hugues Puel, cet autre dominicain français et professeur d'économie : « *Que les populations soient associées à l'étude du milieu et à l'analyse des voies et moyens de sa transformation et s'assurent à cet effet le concours des économistes associés à d'autres spécialistes des sciences de la Société n'est pas moins scientifique que la recherche proprement extérieure au sujet et 'objective', même armée des techniques quantitatives les plus sophistiquées et élucidations les approfondies. Au*

contraire, l'économie humaine peut être dite plus scientifique dans la mesure où elle est plus proche de l'intervention sociale et plus efficace pour l'intervention et l'action. ».

Alors que de tels propos rejoignent les échanges ayant marqué la rencontre « Du souffle pour nos territoires » organisée en 2018 par le RIEH dans Le Mené, au cœur de la Bretagne rurale, on peut dire qu'il n'est pas contestable que la mise en place, voire le développement, d'entreprises sociales puisse parfois s'inscrire dans une démarche d'analyse participative des besoins de la société, puis de réponse structurée à ceux-ci. Néanmoins, cela ne semble pas constituer le cœur de leur mission et fonctionnement. De plus, cette nécessité d'une économie alimentée par la recherche-action ne concerne pas uniquement l'économie sociale.

Plus fondamentalement en effet, le concept d'économie humaine souligne la nécessité d'une attention et d'une réponse à l'ensemble des besoins d'une personne et de chaque personne. Il s'inscrit dans le cadre d'un humanisme intégral qui prend en compte aussi bien les besoins matériels et sociaux que les aspirations spirituelles, tout en respectant chacune des composantes de la société, y compris et surtout les plus exploitées et/ou discriminées (femmes, minorités raciales, paysans, pêcheurs, etc). De plus, cet humanisme intégral n'a lui-même de sens que dans un rapport des humains avec la nature respectant et protégeant celle-ci, surtout qu'il s'agit de « notre maison commune » et que l'avenir de l'humanité même en dépend. Une « économie humaine » implique cette « écologie intégrale qui a clairement des dimensions humaines et sociales », comme l'a écrit le pape François dans son encyclique « Laudato Si' », tout en proposant des lignes d'orientation et d'action.

Comme celles et ceux qui les promeuvent, les entreprises sociales constituent un élément très significatif de réponse à tous les défis que l'humanité doit relever. Mais il n'est évidemment pas le seul. Car ce qui est aussi en jeu, c'est toute l'organisation socio-économique, que ce soit la fixation des salaires (et des prix), les politiques de l'emploi

et de la formation, l'organisation de la santé et de l'enseignement, l'aménagement du territoire, la politique agricole, etc. Le montrait déjà fort bien le livre « Chemins d'économie humaine » en renvoyant à la nécessité de syndicats, mouvements et associations luttant pour la reconnaissance des droits humains les plus fondamentaux tout autant que pour l'auto-promotion des laissés et laissées en marge de la société et du développement. Et cela a été clairement confirmé par ce que le monde a vécu dans les premiers mois de 2020.

En conclusion, entre économie sociale et économie humaine, il y a une démarche de fertilisation croisée tant au niveau des expériences que des concepts.

FAITS ET OPINIONS

Face au Covid-19 et au-delà

Les quelques échos qui suivent montrent, eux aussi, combien, la période de confinement a été marquée par de multiples échanges relatifs aux défis à relever concernant la pandémie et l'avenir commun.

C'est ainsi que le N°449 de la revue « Développement et Civilisations » reçu début juin du RIEH avait pour titre « Rien ne doit plus être comme avant ! ». Il contenait un texte de la **docteure en médecine Evelyn Segredo**, membre de divers réseaux dont le RIEH, au sujet de « l'Interface humaine-animale-environnementale et les défis mondiaux » ayant paru dans le quotidien « La Diaria » de Montevideo, capitale de l'Uruguay. À cet article s'ajoutaient un libre propos « Vers une politique de la terre » ! » et l'annonce d'articles de terrain sur le coronavirus à trouver sur www.rieh.org/815p50830/actualites.html.

De son côté, après avoir dû annuler sa campagne de Carême 2020 et avoir mis plusieurs de ses permanents et permanentes au chômage durant un mois, le tandem Entraide et Fraternité - Action Vivre Ensemble a poursuivi ses activités d'informations, d'appui aux partenaires et d'interpellations politiques et citoyennes.

Parmi celles-ci, citons la visioconférence réalisée à l'initiative de Robert Henrotte, un bénévole de la région de Marche-en-Famenne, à propos des « laissés pour compte du Covid-19 au Nord et au Sud ». Y ont témoigné Christine Mahy, du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, Christophe Reynders, du Centre des Immigrés Namur-Luxembourg, Fernand Stréber, aumônier de prison, **Sophie Bouchat**, de l'AMO Mic'ados du secteur de l'aide à la jeunesse, **Olivier Van Der Noot**, permanent EF-AVE pour la province du Luxembourg, ainsi que les autres participants. Toutes et tous ont partagé leurs expériences de confinement en lien avec leurs engagements dans la lutte contre les exclusions et pour la sauvegarde de l'environnement, conformément au « Tout est lié » du pape François.

Quant au Centre tricontinental ou CETRI de Louvain-la-Neuve, il a diffusé le 30 mai dernier diverses analyses sous le titre « Soignantes belges, Zapatistes mexicaines, même combat ? », en relevant que des photos de la « haie d'honneur » faite à la **Première Ministre, Sophie Wilmes**, à l'hôpital Saint-Pierre, à Bruxelles, avaient été largement diffusées dans les pays du Sud. Et dans le même envoi, il était aussi question de « L'Amérique latine, nouvel épicerie politique de l'épidémie » et de « Covid-19 : opportunités commerciales pour le Nord, dangers pour le Sud ».

Pour avoir vécu au Nicaragua pendant trente ans et jusqu'il a peu, les sœurs ursulines Lydie et Emmanuelle Ernoux ont qualifié, fin mai, de désastre la pandémie du coronavirus pour ce pays d'Amérique centrale, vu que le gouvernement n'a rien fait pour la prévention. Elles ont répercuté les propos du vice-recteur de l'Université centro-américaine montrant que les autorités ont oscillé entre l'ignorance flagrante et le triomphalisme vantard, en suivant le modèle suédois, alors que les situations sanitaires des deux pays sont diamétralement opposées et qu'il était impossible d'imposer les mesures prises, mais aussi contestées en Suède, dans le contexte du processus systématique de dégradation des droits humains et d'ingérence politique vécu au Nicaragua. Et tandis que le président Ortega est allé jusqu'à dire que le coronavirus était « un signe de Dieu » !

Bien d'autres échos de situations souvent dramatiques ont encore été répercutés au sujet du Brésil, de l'Argentine, du Mexique, du Guatemala (par le Gembloutois **abbé Jean-Marie Boxus**), de l'Inde, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda, de l'Afrique du Sud, de l'Éthiopie, etc.

Quant au Centre National de Coopération au Développement CNCD 11.11.11, il a organisé des rencontres webinaires sur la façon dont la pandémie a été vécue en Haïti, au Pérou et en Turquie.

Lors d'un rendez-vous CNCD relatif à Haïti ont été abordés les défis liés à la fois à la crise sanitaire et à celle du climat. Cela s'est fait avec la participation de Flora Soyez, responsable des campagnes à Entraide et Fraternité - Action Vivre Ensemble, ainsi que de celles de deux membres du Groupe francophone pour l'environnement, un des partenaires haïtiens d'Entraide et Fraternité.

Le président de ce GAFE, **David Tilus**, a prolongé le lucide et courageux témoignage qu'il avait présenté en janvier dernier à Bruxelles à l'occasion du dixième anniversaire du tremblement de terre qui a dévasté Port-au-Prince. Il a notamment montré combien un gouvernement, qui est accusé de corruptions répétées depuis 2010, n'avait dès lors pas pu faire respecter des mesures de confinement d'ailleurs impossibles à suivre pour des habitants et habitantes devant travailler pour pouvoir survivre .

Pour la suite, tout en songeant bien sûr à Haïti, mais aussi au monde, cet ingénieur et sa collègue du GAFE ont dit qu'il fallait s'attendre à une crise socio-économique bien plus importante que celle du Covid-19 et qu'il faudrait lutter, avec la participation de citoyens et citoyennes responsables, contre la corruption, pour le respect des droits humains fondamentaux et pour promouvoir le **Pacte pour la transition**. Présenté fin 2019 en France par Médiapart, ce pacte propose trente-deux mesures concrètes pour construire des communes plus écologiques, plus solidaires et plus démocratiques. Et David Tilus est allé jusqu'à prôner un nouvel ordre socio-économique mondial ...

Par ailleurs, à la suite de l'annulation de la campagne qu'il avait annoncée, le CNCD 11.11.11 a organisé un Festival

digital sur la Justice fiscale, dont les rencontres se sont déroulées avec une participation moyenne de +/- 150 participant-e-s qui confirme qu'il y a, à Bruxelles et en Wallonie, davantage qu'en Flandre, une opinion publique qui veut dénoncer le comportement des entreprises multinationales et l'existence de paradis fiscaux jusque et compris au sein de l'Union européenne, alors que la pandémie du Covid-19 a bien montré l'insuffisance des soutiens apportés aux services public par ces sociétés. Aussi, c'est par un communiqué publié le 5 juin par le CNCD qu'a été annoncée la création de la Coalition nationale Corona pour « un monde d'après » soutenable, juste et résilient. Son objectif est d'adresser des revendications communes et d'organiser des mobilisations citoyennes. Avec comme membres cités le 5 juin notamment : le CNCD 11.11.11 et son homologue néerlandophone 11.11.11, la Coalition Climat, la CSC, la FGTB, Financité, Greenpeace, le MOC, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, Netwerk Tegen Armoede, ...

De plus, ayant remarqué une reprise du mouvement des sans-papiers, le CNCD compte relancer aux niveaux fédéral et local, sa campagne Communes hospitalières.

De son siège mondial à Assesse, dans les locaux de l'Action chrétienne rurale des femmes ou ACRF, la Fédération Internationale des Mouvements d'adultes Catholiques (FIMARC) a invité ses organisations membres à répondre pour le 5 juin à une enquête sur l'impact du coronavirus. Mais elle a aussi diffusé un document pédagogique sur le droit aux semences qui a été élaboré par son groupe de travail pour les droits humains.

Quant à la Coalition pour des Accords de Pêche Équitables (CAPE-CFFA), dont feu l'abbé Pierre Gillet (<http://www.eglise-wallonie.be/wp-content/uploads/Pierre-Gillet-.pdf>) fut un des fondateurs, elle a, de son secrétariat à Bruxelles, affiné des dossiers en vue de la défense des pêcheurs artisans auprès d'instances comme l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les Parlement et Commission de l'Union européenne, les gouvernements, formations politiques et ONG souvent plus tournées vers les petits paysans que vers les travailleurs de la pêche. Et cela, grâce

à un travail ... en ligne pour bien d'autres pêches que la pêche à la ligne et donc avec moins de production de CO2. Ainsi, avec diverses organisations, dont WWF et quatre partenaires africains évidemment reconnaissants, CAPE-CFFA a publié une position commune contenant dix propositions visant à améliorer les accords de pêche Europe-Afrique. L'accent y est mis sur la nécessité d'une plus grande transparence, du respect des règles de l'Union Européenne, d'une amélioration des connaissances scientifiques et d'une révision des objectifs de soutien financier. De plus, dès le 1er juin, la FAO a cité une contribution de CAPE-CFFA au sujet des impacts du Covid-19 sur les secteurs des pêches et de l'aquaculture.

Étant survenu au temps du confinement, le cinquième anniversaire de l'encyclique « Laudato Si' » du pape François n'a donc sans doute pas été assez une occasion de montrer combien cette invitation en faveur de la sauvegarde de la maison commune qu'est notre terre restait d'actualité. Mais celle-ci a été rappelée par son auteur. En effet, le pape François a déclaré notamment ceci le 27 mars dernier : « Nous avons avancé à toute vitesse, en nous sentant forts et capables en tout. Avides de profit, nous nous sommes laissés absorber par les choses et étourdir pas la hâte. Nous n'avons pas pris conscience des guerres et des injustices planétaires, nous n'avons pas écouté le cri des pauvres, et de notre planète gravement malade. Nous avons continué sans nous décourager, pensant que nous restons toujours en bonne santé dans notre monde malade. ».

Toutefois, en cette très particulière année 2020, c'est bien en divers lieux qu'a été attirée l'attention à avoir pour le développement d'une bonne gouvernance digne de ce nom jusqu'au niveau mondial, comme le réclamaient déjà les papes Jean XXIII et Paul VI. C'est, par exemple, dans ce sens qu'a été rappelé au sein du Conseil Interdiocésain des Laïcs, le CIL, dont Église-Wallonie est membre, l'existence du document « Les problèmes économiques et financiers » publié en 2018 au Vatican par la Congrégation pour la doctrine de la foi et par le Dicastère pour le service du développement intégral qui a été créé par le pape François. Et même si cette contribution ayant fait suite à la crise

financière de 2008-2009 ne va pas jusqu'à remettre en question le système économique et financier mondial. De là aussi les réactions qui ont été partagées à propos de propositions de remises des dettes de pays pauvres qui ont été faites par des responsables politiques et par le pape François. Cela s'est notamment fait lors d'un webinaire initié par Entraide et Fraternité - Action Vivre Ensemble, avec référence à la tradition des Jubilés de la Bible selon laquelle les années privilégiées revenaient tous les 50 ans et étaient marquées par la remise des dettes, la distribution des terres, ...

Urgents appels pour la Terre sainte

Durant le mois de juin des appels ont été publiés par des responsables religieux du monde entier, Vatican et Conseil œcuménique des Églises compris, au sujet de **vives inquiétudes relatives à une possible annexion par Israël de territoires de Cisjordanie dont la vallée du Jourdain**. Et c'est aussi un appel urgent que le groupe œcuménique Kairos Palestine a adressé aux chrétiens et à leurs Églises.

Repris à la Bible et lié à la notion de temps favorable pour agir, le mot kairós a été adopté par diverses organisations œcuméniques à travers le monde depuis la sortie en 1985 du Document Kairos dans lequel de nombreux théologiens et théologiennes d'Afrique du Sud invitaient les Églises de leur pays à s'engager davantage dans la lutte contre l'apartheid au nom de leur foi. Et voici que comme preuve que notre monde est touché par d'autres crises que celle du Covid-19, Kairos Palestine adresse « Un cri d'espoir : un appel à une action décisive – Nous ne pouvons servir Dieu et, en même temps, l'oppression des Palestiniens ». Destiné aux chrétiens, aux Églises et aux organisations œcuméniques, il est signé par **Michael Sabbah**, patriarche latin émérite de Jérusalem et président de Kairos Palestine, ainsi que par **Rifat Kassis**, coordinateur de la coalition mondiale Kairos for Justice. Il prolonge le Document de Kairos Palestine de 2009, qui exprimait l'espoir que les Palestiniens et les Israéliens ont un avenir commun, alors qu'il est à présent question en Terre sainte d'apartheid et de la redoutée annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël après le 1er juillet 2020.

Les auteurs écrivent qu'un point critique a été atteint dans la lutte pour mettre fin à l'oppression du peuple palestinien avant d'ajouter : « D'une part, l'adoption en 2018 par l'État d'Israël de la loi sur l'État-Nation a légalisé la discrimination institutionnelle en Israël et dans les territoires palestiniens. ... D'autre part, les récents actes de l'administration américaine ont soutenu le projet persistant d'Israël de s'appropriier des terres et de contrôler l'ensemble du territoire palestinien. Il s'agit notamment du déménagement de son ambassade à Jérusalem en 2018, de l'annonce faite en 2019 que le gouvernement américain ne considère plus les colonies de Cisjordanie comme 'incompatibles avec le droit international', ainsi que du Plan de Paix de début 2020. Encouragé par ce soutien américain et enhardi par la réponse inefficace de la communauté internationale, le nouveau gouvernement de coalition israélien a ouvert la voie à l'annexion pure et simple d'environ un tiers de la Cisjordanie occupée, y compris la vallée du Jourdain. Ces développements montrent d'autant plus clairement que nous sommes arrivés à la fin de l'illusion qu'Israël et les puissances mondiales ont l'intention d'honorer et de défendre les droits du peuple palestinien ... ».

Dès lors, Kairos Palestine estime que c'est un péché de soutenir l'oppression du peuple palestinien passivement ou activement et affirme que le soutien au sionisme, en tant que théologie et idéologie qui justifie le droit d'un peuple à nier les droits humains d'un autre, est incompatible avec la foi chrétienne.

De plus, Kairos Palestine rappelle que des chrétiens ont fait face à des situations de crises urgentes, en citant le pasteur Bonhoeffer (dont c'était le 9 avril dernier le 75e anniversaire de l'assassinat par les nazis, NDLR), le premier secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises Visser 't Hooft, qui condamna, dès 1964, le racisme et l'apartheid ainsi que les auteurs de Documents Kairos d'organisations œcuméniques du monde entier (mais sans rappeler celui paru en 1985 en Afrique du Sud -NDLR). Dans son appel, Kairos Palestine invite les chrétiens et les Églises à répondre à son témoignage et à :

- lancer des processus qui reconnaissent le kairós actuel et la nécessité urgente d'une action décisive concernant le déni des droits des Palestiniens et l'utilisation abusive de la Bible,
- s'engager dans l'étude et l'analyse critique des théologies pour en proposer qui appellent prophétiquement à une vision inclusive du pays tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens,
- affirmer les droits des Palestiniens à résister à l'occupation, à la dépossession et à l'abrogation de leurs droits fondamentaux ainsi que rejoindre ceux-ci dans leur résistance créative et non violente, ce pourquoi l'appel palestinien de 2005 pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions fournit un cadre pour des actions et pour exercer une pression sur Israël pour qu'il se conforme au droit international,
- exiger que des gouvernements et des organisations mondiales aient recours à des moyens politiques, diplomatiques et économiques pour mettre fin aux violations par Israël des droits humains et du droit international,
- s'opposer à l'antisémitisme en œuvrant pour la justice et en réagissant contre l'anti judaïsme, le racisme et la xénophobie, ainsi que s'opposer à l'assimilation de la critique des actions injustes d'Israël et de l'antisémitisme,
- soutenir les initiatives entre Israéliens et Palestiniens, ainsi que les partenariats interconfessionnels qui luttent contre l'apartheid et l'occupation et qui créent des possibilités de travailler ensemble pour un avenir commun de respect mutuel et de dignité,
- venir voir la réalité en Terre sainte et être solidaires des initiatives de base de toutes les confessions et de tous les groupes laïques qui défient l'occupation et qui travaillent pour une paix juste.

Et les signataires de conclure qu'ils lancent ce nouvel appel « par souci pour l'avenir de deux peuples », en s'opposant en chrétiens « à la théologie de l'Empire qui se traduit par un ordre mondial de domination, grâce à une oppression raciale, économique, culturelle et écologique qui menace l'humanité et l'ensemble de la création », ainsi qu'en

soulignant leur appartenance à la communauté du pain rompu, à l'Église, qui remplit sa mission de proclamer la bonne nouvelle de ce Dieu, source d'amour, de miséricorde, de compassion et de vie abondante pour tous. ».

Le texte de trois pages A 4 de cet appel de Kairos Palestine peut être obtenu auprès de Jo Bock : jo@bock.fr.

Aux quotidiens « L'avenir » : incertitudes et départs

En juin, les journaux des Éditions de L'avenir étaient toujours en vente, du fait que leurs propriétaires liégeois avaient considéré comme insuffisantes les propositions faites par divers candidats acheteurs. Mais des interventions de députés wallons et du Gouvernement wallon ont plaidé pour que la Région passe à l'action.

En attendant, sont partis à la retraite à la fin mai plusieurs des journalistes qui ont informé avec beaucoup de professionnalisme et de courage de la manière irresponsable dont les anciens responsables liégeois se sont comportés au sujet de la gestion de cet important groupe de Presse wallon.

Parmi les partants figurait **Philippe Martin** qui a signé de très réguliers éditoriaux pour un total de quelque deux mille « deux colonnes », surtout depuis que le directeur de la rédaction a perdu la confiance de ses confrères, mais pas de celle de RCF-Liège où on a encore pu l'entendre parler récemment !

Dans son dernier édito paru le jeudi 28 mai, Philippe Martin a notamment écrit qu'il avait voulu être « une voix libre et indépendante, ... affranchie de toutes les castes et des courants d'opinions, insensible au bourdonnement qui agite parfois la presse, volontairement distante des lobbies, des chapelles et des intérêts particuliers. Y compris lorsque ceux-ci expriment de manière plus ou moins pressante les attentes d'un actionnaire épiscopal ou, plus récemment, les mesures d'une intercommunale liégeoise. ».

Ces propos renvoyaient évidemment à ce qui fut vécu notamment lors de la vente du groupe de Presse namurois

par l'actionnaire majoritaire qu'était encore l'évêché de Namur à l'époque de l'épiscopat de Mgr Léonard.

Pour Philippe Martin et ses collègues, cette vente à des actionnaires du nord du pays et celle de ceux-ci à des Liégeois ont donc eu des effets dans leur manière d'informer. Cela explique sans doute le petit volume désormais consacré par les quotidiens namurois à la vie de l'Église catholique, voire à celles des Églises, qui sont loin d'être comparables à celle d'un long fleuve tranquille, mais qui comportent de belles contributions. Tel fut, par exemple, le cas de la parution en 2017 à Namur du 1er « Dictionnaire historique de la Théologie de la Libération » qui n'a pas été relevée par les « Avenir », contrairement à de nombreux médias, y compris étrangers, et non des moindres ! De même, les « Avenir » n'ont guère parlé de l'encyclique « Laudato Si' » qui a été largement appréciée bien au-delà de l'Église catholique et ils ne montrent pas fort que c'est au nom de leur foi que des chrétiennes et des chrétiens prennent des engagements dans la société aux côtés d'autres sœurs et frères en humanité.

Cela dit et en plus de ce qui a déjà été indiqué plus avant au sujet de la belle manière de rendre compte de la scandaleuse saga de l'ex-Néthys, on rejoindra ici, même si on aurait déjà pu le faire ailleurs, le courrier des lecteurs dans lequel notre ami Jean-Pierre Binamé a adressé à « L'avenir » ses « félicitations pour vos informations au jour le jour sur l'actualité de cette crise sanitaire et, en particulier, sur les multiples initiatives qui se prennent un peu partout, que ce soit chez des citoyennes et des citoyens, des entreprises et centres de recherche et de Communes. Et bravo pour cette plate-forme d'entraide. Je suis frappé aussi par votre attention – depuis plusieurs années – à nous informer sur tout ce qui, dans nos localités, a trait avec la transition écologique ou un développement durable (votre journal a bien changé depuis les années 60, du temps de ma jeunesse). Beaucoup d'idées ont fait un fameux chemin avec la crise du Covid-19 : relocaliser notre économie, favoriser les circuits courts, venir en aide aux commerces locaux, basculer vers la transition ...Et si on mettait ensemble toutes ces idées ? ».

Dans cette question, on pourrait trouver comme une invitation destinée aux journaux « Avenir » pour qu'ils contribuent davantage à la promotion de la conscience wallonne à travers un plus grand partage, de Tournai à Verviers en passant par Namur, Wavre et Arlon, d'informations et de reportages qui, tout en concernant d'abord des sous-régions, devraient intéresser tous les habitantes et habitants de Wallonie. N'est-ce pas là un des objectifs qui devraient retenir l'attention des futurs propriétaires des « Avenir » ? Et parmi lesquels devraient sans doute se retrouver les adhérents à la coopérative Notre Avenir et la famille des « sans but lucratif », comme cela a été dit au sein du Parlement des Wallons, où a également été souhaité un portage de la Région.

RACINES ET TRACES

Un recteur ouvert au monde

Le père Jacques Berleur est décédé d'une crise cardiaque le 26 avril à Namur. Né en 1938 dans une famille nombreuse de Namur, il avait fait ses humanités au collège Notre-Dame de la Paix, dont il fut un chef de l'unité scout. Entré chez les jésuites en 1961 et ordonné prêtre en 1971, cet ingénieur a travaillé aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP) comme professeur en informatique, philosophie et sciences religieuses (cf son rôle dans la protection de la vie privée et au sujet des banques de données). Il s'est aussi engagé dans la pastorale étudiante quand le Centre Religieux de Namur, le CRU, hébergeait des jésuites passionnés par l'Évangile et questionnant le monde qui ouvraient à des perspectives comme celles de la « Pédagogie des Opprimés » du Brésilien Paulo Freire et de la Théologie de la Libération. Neveu du père blanc d'Afrique Léon Lenoir, qui dirigea la revue « Grands Lacs », Jacques Berleur fut profondément marqué par sa découverte de l'Inde et il prôna une coopération au développement bien pensée.

Après avoir été directeur de l'Institut devenu Faculté d'informatique, il a été recteur des FUNDP de 1985 à 1993.

Il contribua à leur modernisation et à leur engagement dans la société, ainsi qu'à la réflexion sur le monde universitaire avec le rapport qu'il a présenté à ce sujet avec son collègue recteur de l'Université de Liège. Il a aussi contribué au Chapitre Wallonie de l'Internet Society et à l'essor des établissements jésuites d'enseignement supérieur en Europe et au Liban.

Avant la fusion des communes, Jacques Berleur participa à la Commission Quant-Monde d'un conseil pastoral d'agglomération de laquelle émergea l'idée qui fut à l'origine de la création des Agences Immobilières Sociales (A.I.S.).

Très attaché au mouvement Luttes Solidarités Travail (LST) actif en divers lieux de Wallonie, le père Berleur participa au cœur du vieux Namur à la vie de la paroisse St-Jean-Baptiste et St-Loup, dont il appréciait la proximité des **curés Georges Bouchat** et **Paul Malherbe** vis-à-vis des « petites gens ». Et c'est donc bien naturellement que l'annonce de son décès s'ouvrait par un « Heureux ceux qui ont faim et soif de justice ... » et comprenait l'annonce d'un office qui serait célébré en l'église St-Loup quand les mesures sanitaires le permettaient.

Un Doyen qui allait vers les « périphéries »

L'**abbé Luc Lisy** est décédé à Loverval le 29 mars dernier après plusieurs mois de maladie. Il était l'un des curés de 11 des 35 clochers carolos et doyen du doyenné du Pays de Charleroi responsable de l'unité pastorale de Charleroi.

Quoique né à l'autre bout du Hainaut, à Warneton, le 27 août 1955, Luc Lisy, ordonné prêtre à Tournai le 24 juin 1979, a consacré tout son ministère au Pays noir, dont il parlait avec chaleur, en disant, par exemple, Il y a deux ans : « On est parfois un peu brut de décoffrage, mais quand il y a quelque chose à dire, on le dit, ça rend les choses plus simples. ».

Il a eu des responsabilités dans de nombreuses paroisses de cette région qu'il a fini par connaître comme sa poche : vicaire à Fontaine-l'Évêque (Saint-Christophe et Saint-Vaast) et à Leernes (Saint-Martin), curé à Courcelles (Saint

Lambert, Notre-Dame du Rosaire à Courcelles-Motte) et à Saint-François d'Assise à Courcelles-Sarty, doyen de Jumet et curé à Jumet-Gohyssart (Immaculée Conception), à Dampremy (Saint-Remy), à Lodelinsart-Ouest (Saint-Roch). Et il a assumé la responsabilité du Doyenné du Pays de Charleroi durant une quinzaine d'années, alors que l'Unité pastorale de Charleroi comprend les paroisses de Montignies-sur-Sambre, Lodelinsart, Couillet et Charleroi (Charleroi - Ville Basse : Saint-Antoine), Charleroi (Ville -Haute : Saint-Christophe).

Luc Lisy a été aussi aumônier de l'Association diocésaine des employés d'Église, membre de la Commission diocésaine pour le diaconat permanent et membre du Conseil presbytéral. Il parlait avec passion de la refonte des paroisses de Charleroi, refonte qu'il jugeait nécessaire.

Dans « La Dernière Heure » du 26 mars 2018, ont paru de lui ces propos :

"L'Église de Charleroi va plutôt bien. Il y a depuis des décennies une baisse du nombre de pratiquants, ce n'est pas un secret, mais il faut remarquer qu'environ 45 % des familles demandent le baptême, même si seulement 2 % continuent à pratiquer par la suite. Il y a 10 -15 ans, c'était une tradition, mais aujourd'hui, la nouvelle génération trouve qu'il y a quelque chose d'important, de bon pour eux, et ils se posent la question : est-ce qu'on baptise notre enfant ? Dans la moitié des cas, la réponse est oui. On peut aussi noter que 20 % des jeunes se déclarent catholiques, même si peu pratiquent."

Moins de pratiquants certes, mais ceux qui s'engagent le font à fond, notait Luc Lisy. Mais il soulignait aussi que la communauté catholique de Charleroi regroupait beaucoup de gens de conditions précaires. « Il n'y a pas de grands noms, la bourgeoisie carolo n'a jamais été faite de grands riches de droite, moins qu'ailleurs en tout cas. (...) À Charleroi, surtout en centre-ville, la moitié des pratiquants sont issus de communautés africaines. Ce sont des migrants qui n'ont pas de moyens. C'est vraiment typique de chez nous ça, c'est loin d'être partout le cas. ».

Luc Lisy était un homme humble qui fuyait les honneurs, les titres mais pas les échanges et les relations. Plein

d'humanité, il cherchait à comprendre les autres, les écoutait.

Ce prêtre cultivé et grand lecteur était aussi un artiste passionné de musique et un organiste subtil.

Très sensible à l'appel du pape François visant à ce que les communautés chrétiennes sortent de leur « entre-soi », il souhaitait que celles-ci aillent « à la périphérie ».

Il disait que sa mission était d'être témoin de l'Évangile, de la Bonne Nouvelle de Dieu, pas de remplir les églises. : *« Moi, je passe un quart de mon temps à faire des offices, et les trois quarts, c'est animer des groupes, soutenir des personnes. Vous n'imaginez pas tous les gens qui entrent dans la basilique Saint-Christophe, qui poussent un cri de détresse, même s'ils ne sont pas croyants, parce que rien d'autre ne peut les aider. Ils portent des choses tellement lourdes, ils ont atteint les bas-fonds de la condition humaine, ils ont tout perdu. Que ça soit un abîme moral ou matériel. Et là, notre message de vie peut les aider. C'est tout ce que fait l'Église, mais qu'on ne voit pas : l'accompagnement, que la personne se sente comprise et acceptée. On ne demande pas d'affiliation, la gratuité est une notion très importante. On ne cherche pas à se vendre par tous les moyens. »*

Quant à l'abbé Paul Scolas, théologien et vicaire général émérite, il a écrit : *« Luc savait servir avec finesse et pertinence les grands enjeux de la vie sociale et de la vie ecclésiale sans jamais les séparer. »*

De leur rencontre avec le doyen Lisy en mai 2012, des membres du Comité du mouvement Église-Wallonie avaient retenu la remarquable connaissance que cet homme d'Église avait de la vie et des enjeux de tout le Pays de Charleroi. Ils avaient aussi noté que c'est avant tout pour accompagner les laïcs que le défunt avait participé à la préparation et au déroulement du synode diocésain, à propos duquel nous avons encore indiqué, dans le précédent numéro de ce bulletin, qu'il n'avait pas répondu à toutes les attentes.

C'est l'abbé Daniel Procureur, président du Séminaire de Tournai et vicaire épiscopal, qui succédera en septembre à l'abbé Lisy à Charleroi, tout en ayant accepté de rester

vicaire épiscopal chargé de la formation des futurs prêtres et diacres permanents, tandis qu'il sera remplacé au Séminaire diocésain par l'abbé J-P. Pirotte.

Généreux allié des plus démunis

Jean-Paul Chaballe est décédé au début juin à l'issue de deux ans de maladie, après avoir été un bel allié des plus démunis de Wallonie et d'ailleurs. Marié et père de famille, ce Verviétois aura été un marquant et attachant permanent d'Entraide et Fraternité - Action Vivre Ensemble. Il a été successivement animateur régional au Brabant wallon et à Liège, responsable des Projets Nord et directeur de Vivre Ensemble.

Ancien équipier à EF-AVE, Alain Trussart a écrit à propos de Jean-Paul : « Quel parcours, quel engagement, quelles énergies solidaires pour les plus démunis ! Juste et droit, force d'une équipe, 'meneur avec', un roc sur qui on pouvait compter. Parole donnée, action accomplie. Avec la certitude que l'engagement de cet allié solidaire que fut Jean-Paul donne et donnera des fruits. ».

Pour avoir eu Jean-Paul comme élève en sociologie, le professeur Michel Molitor a gardé le souvenir de la personnalité modeste, mais riche de cet étudiant. Et en devenant administrateur de EF-AVE, il en a apprécié les éclairages et les conseils.

De même, Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, a rappelé que Jean-Paul Chaballe était une personne plus qu'appréciable avec qui le RWLP a fait un fameux bout de chemin.

La célébration de ses funérailles a débuté par un très bel hommage de sa fille Charlotte.

Au nom d'Entraide et Fraternité - Vivre Ensemble, Paul Rixen a rappelé que Jean-Paul Chaballe fut un homme juste, mais effacé, un grand travailleur et un membre du Conseil supérieur de l'éducation permanente. Et il a souligné le nombre important de beaux hommages rendus à la mémoire de Jean-Paul Chaballe, dont celui soulignant que Jean-Paul Chaballe avait renforcé Vivre Ensemble au sein de EF-AVE et à l'extérieur.

Au nom du RWLP, **André Chapotte** a qualifié Jean-Paul Chaballe « d'homme de parole et du droit à la parole ».

Beau promoteur de l'art sacré contemporain

Le **chanoine André Lanotte** a joué un rôle majeur dans l'architecture majeure religieuse du diocèse de Namur, comme le montrent bien deux ouvrages parus récemment.

Ainsi, dans « André Lanotte, homme d'art et d'espérance – 1914- 2010 » publié aux Éditions namuroises, **Marthe Blanpain** rappelle la personnalité et l'œuvre de celui qui guida la restauration des 160 églises et chapelles du diocèse de Namur qui ont été détruites ou endommagées durant la guerre 1940-1945. Licenciée en histoire attachée au Ministère de la Communauté française, l'auteure a secondé André Lanotte durant près de 50 ans, en ayant adhéré à la pensée novatrice de celui-ci. Elle écrit aussi que « dans le domaine qui lui est le plus cher, la pastorale », il célèbre la messe à Namur tous les matins et confesse tous les samedis pendant 40 ans à l'église St-Loup à Namur et durant 25 ans à l'église St-Jean-Baptiste, « où les assistants, très attentifs à ses homélies et très amateurs des textes qu'il distribue, forment une petite communauté d'horizons très variés, une et solidaire, qui se réunit deux fois par an autour d'un petit déjeuner ». Tandis que dans la paroisse St-Jean-Baptiste et St-Loup d'après le concile Vatican II, on se souvient que des coupures de Presse partagées par ce grand lecteur furent régulièrement enlevées par des personnes à l'esprit moins ouvert.

En préface, **Raymond Balau** relève qu'André Lanotte était une de ces figures qui établissent le respect autour d'elles du fait de son action simultanée sur les plans religieux, archéologique, artistique et littéraire menée avec cohérence et pragmatisme, mais aussi avec idéal et persévérance. Sur septante pages avec illustrations, Marthe Blanpain retrace la vie de l'Ardennais André Lanotte issu d'une famille à laquelle il resta très attaché. Adolescent déjà doué pour l'archéologie, il étudie celle-ci et l'histoire de l'art à l'Université catholique de et à Louvain, tout en mettant en garde contre un autre Ardennais, le leader rexiste **Léon Degrelle**. Fait prisonnier en 1940, il prend la

tangente. Ordonné prêtre la même année, il est nommé professeur à l'institut Saint-Louis à Namur et, en 1944, secrétaire à l'évêché de Namur auprès de **Mgr Charue**, avec entre eux des relations parfois tendues, mais avec toujours une affection réciproque. Dès juillet 1945, il est chargé de veiller, après des visites à vélo puis en auto, à la reconstruction des édifices religieux du diocèse qu'il va encourager avec l'idée que l'art est toujours contemporain. De là de nombreuses réalisations généralement appréciées, mais parfois critiquées, réalisées avec de nombreux artistes cités dans le livre, dont l'architecte **Roger Bastin** (cf le Séminaire de Salzinnes) et **Louis-Marie Londot**. De là aussi la reconnaissance bien au-delà de l'Église dans diverses Commissions, à l'Académie royale de Belgique et à l'étranger de celui devenu « une sorte de leader au vu de sa personnalité, fascinante, chaleureuse, affectueuse ... ». Dans le groupe Namur '80, André Lanotte défend les rénovations, mais pas en passéiste. Et il est de la partie pour celle de l'Arsenal au cœur du quartier universitaire de la cité du Bia Bouquet.

Ayant enseigné au Grand Séminaire de Namur en lien avec les ouvertures, y compris liturgiques, du concile Vatican II, le chanoine Lanotte collabore aussi avec **Mgr Mathen**, son ancien condisciple. Élu au conseil presbytéral diocésain en 1991, « il n'hésite pas, courtoisement, mais fermement, à s'opposer aux vues traditionnelles de son évêque, **Mgr Léonard** ».

Par ailleurs, **Angélique Tasiaux** a rendu compte pour l'agence Cathobel, que l'intervention du chanoine Lanotte a été pour beaucoup en ce qui concerne l'art sacré, ainsi que l'ont relevé **Jean-Paul Verleyen** et **Cécile Vandernoot**, en présentant leur « Guide Architecture moderne et contemporaine 1893-2020. Namur & Luxembourg provinces ». Celui-ci est publié avec les photos de **Nicolas Bomal** comme 5e volume de la collection de guides de la Cellule Architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles., après ceux consacrés aux villes et aux alentours de Liège, Mons, Charleroi et Tournai.

Sous le « Architecture religieuse : l'audace de la lumière » et le sous-titre « Un décideur clairvoyant », Angélique Tasiaux reprend les propos de Cécile Vandernoot au sujet du rôle

majeur joué par le chanoine Lanotte et signalant aussi que celui-ci s'est entouré d'architectes de grand talent et d'artistes ayant porté la spiritualité ainsi que les influences du concile Vatican II. Et des propos de Jean-Paul Verleyen, elle cite que dans son rôle essentiel, André Lanotte « a fait appel à des architectes phares qui ont œuvré avec de nouveaux matériaux, comme l'acier et le verre », si bien que « certains villages recèlent parfois des églises exceptionnelles. ».

Signalons encore que la sortie de ce guide a coïncidé avec celle du livre de [Kervin Versailles](#) sur Roger Bastin et l'Université de Namur paru aux Presses universitaires de Namur.

Une Julie Billiard du XXème siècle

[Sœur Maria](#) a consacré sa vie aux enfants en tant qu'institutrice maternelle et aux plus vulnérables comme retraitée active, le tout à la suite de [sainte Julie Billiard](#), la fondatrice de la congrégation dont elle fut membre. Le relate l'ouvrage collectif « Philomène Lambot (1921-2018) - Sœur Maria de la congrégation des Sœurs de Notre-Dame » publié en 2019 par les Éditions namuroises. Le livre comporte de multiples témoignages, photos et documents sur la religieuse, sa famille, ses consœurs et tous les événements qui se sont produits le siècle passé et au début de celui-ci.

Mais les auteurs montrent surtout combien cette religieuse était sensible aux injustices et aux inégalités, en ayant intégré l'évangélique « Ce que vous avez fait à l'un des plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait » et aussi le « C'est todi li p'tit qu'on spoche », jusqu'à entrer en résistance, mais une résistance nourrie d'espérance.

Cinquième enfant d'une fratrie de six, Philomène Lambot est née à Petit-Fays, village du sud de la province de Namur, dont les ascendants et son père étaient de modestes cultivateurs. Sa famille catholique participait à toutes les cérémonies religieuses décrites en détail et plusieurs tantes furent déjà des Sœurs de Notre-Dame de Namur. De nombreuses pages sont consacrées à l'enfance

de la religieuse qui fit preuve d'un réel talent pour le dessin dans la classe unique de son village.

À 14 ans, Philomène entra à l'école normale des Sœurs de Notre-Dame à Bastogne, où elle fit ses études d'institutrice maternelle. En se soumettant à la volonté de sa mère, elle est aussi allée à l'école ménagère et elle a fréquenté la Jeunesse Agricole Catholique. Ayant commencé à enseigner en 1939 à Gembloux, elle est entrée le 1er octobre 1940 dans la congrégation des Sœurs de Notre-Dame.

De 1940 à 1943, sœur Maria a vécu à Jumet, en partie comme enseignante, avant de rejoindre la communauté de Lodelinsart où elle a enseigné. De 1945 à 1953, elle sera à Hornu parmi les familles des mineurs, mais en devant aller se reposer à Westmalle pour raisons de santé. En 1954, elle a rejoint Saint-Hubert où elle est sacristine. Mais elle est redevenue enseignante en 1961 à Dison, puis en 1961 à Thuin, où elle a enseigné jusqu'en 1981, avec un séjour de six mois au Borinage.

C'est dans cette région qu'elle a vécu une retraite active à Quaregnon-Rivage avec des consœurs liées à la Commission Apostolique Ouvrière des Religieuses (CAOR) et aux Communautés d'Église en Monde Ouvrier (CEMO). Leurs engagements sont inscrits dans l'invitation de leur congrégation faite en 1982 de « retourner à l'attitude évangélique du Sermon sur la Montagne, stimuler la jeunesse à prendre un engagement actif et assumer ses responsabilités, oser sortir des limites de notre façon de vivre, nous remettre en question et inviter d'autres chrétiens à nous interpeller. ». Sœur Maria a aussi été visiteuse de prison, comme en rend compte un texte qu'elle a rédigé pour informer sur ce milieu fermé et qui montre bien toutes ses qualités humaines.

De 2005 à 2011, sœur Maria a été une cheville ouvrière pour les Équipes populaires et les CEMO : immigrés, gens du quart-monde, malades, détenus, personnes ayant un handicap, sortis de prisons et enfants d'écoles de devoirs ont bénéficié de son dévouement, signale-t-on dans l'ouvrage, où il est encore dit qu'elle n'était pas neutre politiquement, qu'elle avait des opinions et ne craignait pas de les défendre avec l'appui de la CEMO de

Quaregnon, dont elle faisait partie, tout en écrivant elle-même en 2008 : « le monde actuel me semble déboussolé et autour de nous, il y a beaucoup de cris ; certains s'expriment, mais d'autres doivent être devinés et écoutés. Notre congrégation vient de terminer le 16^e Chapitre Général en Californie. De ce chapitre nous arrivent des APPELS. Nous sommes appelées à écouter les cris de notre monde éclaté, ceux des personnes appauvries par le fossé croissant entre les riches et les pauvres, ceux des femmes, des enfants, des marginalisés ... Nous entendons les gémissements de notre planète Terre mise à mal et en danger par les activités de l'homme. Il nous est demandé de lire les appels et de discerner ceux qui semblent prioritaires. ».

En 2009, elle a parlé de **José Reding**, théologien « crossé » par Mgr Léonard pour dire que les prêtres et les autres membres de la CEMO dont elle fait partie « l'estiment très, très fort ». ».

Les auteurs signalent encore que sœur Maria fut à l'origine de nombreuses rencontres vu qu'elle disposait d'un riche réseau relationnel. Ils citent notamment le témoignage de Claire Buy pour qui la religieuse « était une grande âme, un esprit ouvert et pur, libre, qui disait que la conscience est celle qui reste en dernier pour toute décision ... ».

Ayant quitté Quaregnon en septembre 2011, sœur Maria a vécu « en semi-repos » dans la maison des Sœurs de Notre-Dame à Jumet, puis à partir de 2015, en home à Montignies jusqu' à son décès le 23 août 2018 lors d'une hospitalisation.

La célébration de ses funérailles fut marquée par de beaux témoignages, dont celui de notre ami l'**abbé André Michel**, qui évoqua spécialement la vie à Quaregnon de sœur Marie et de ses consœurs : « communauté de foi, de prière et d'engagement au service des plus humbles de la société.. ». Pour conclure par ces mots : « Mon espérance est de faire partie des invités au banquet du Royaume et de me retrouver à tes côtés, sœur Maria, devant une bonne bière trappiste et t'entendre dire : André, achève mon verre, car je ne sais pas arriver à tout boire. Merci sœur Maria pour ton témoignage de vie donnée. ».

Quant à un de ses neveux, il a dit : « Elle n' a cessé de rêver d'un autre monde, d'un monde meilleur, plus fraternel, plus juste. Elle n'a pas fait que rêver. Avec ses moyens, elle y a apporté sa pierre. ».

Pour qualifier la foi de sœur Maria, les auteurs proposent diverses notes prises par elle dont celles à propos d'une conférence lors de laquelle José Reding a dit qu'il n'y a que Dieu qui aime parfaitement et que quand nous nous aimons le mieux que nous pouvons, c'est une part de l'amour de Dieu que nous donnons ...

Et après avoir écrit que c'est à travers sœur Maria qu'ils avaient voulu rendre hommage à toutes les religieuses, les auteurs concluent par ces propos : « Sœur Maria, qui reçut de ses parents le prénom de Philomène (qui aime la lune) a été et reste pour certains une petite lueur réconfortante dans la nuit. Une telle femme est un cadeau ! Un cadeau du ciel ? ». Propos qu'ils font suivre de ceux de **Nelson Mandela** pour qui « la bonté de l'homme est une flamme qu'on peut cacher, mais qu'on ne peut jamais éteindre. ».

Églises de l'ancien diocèse de Namur

Alors qu'il couvre deux provinces, le diocèse de Namur a été encore plus étendu jadis, de sa création en 1559 à 1801.

Docteur en philosophie et lettres et professeur dans diverses athénées, **François Jacques** est l'auteur de « Aux origines du diocèse de Namur ». Décédé en 1992, ce fils d'un instituteur de Wierde aurait beaucoup aimé voir publier de son vivant l'œuvre à laquelle il a consacré des dizaines d'années de travail, à savoir : le « Répertoire des églises et chapelles de l'ancien diocèse de Namur ». Mais ce n'est qu'en 2016 qu'en a débuté la publication en cinq volumes par les Éditions namuroises.

Dans la préface du premier de ceux-ci, feu le **chanoine José Gennart** a écrit que François Jacques a mis son érudition au service du diocèse de Namur pour une contribution historique inestimable à laquelle participe la publication des Éditions namuroises.

Celle-ci s'ouvre par une brève présentation du répertoire, sans doute due à **Jean Bovesse**, fils du gouverneur assassiné par des Rexistes. Il y est rappelé que les paroisses ayant formé l'ancien diocèse de Namur existaient depuis longtemps dans les diocèses de Liège, Cambrai, Reims, Trèves et Laon.

Suit ensuite une présentation de François Jacques et de son répertoire par l'auteur du nouvel ouvrage, le **chanoine Daniel Meynen**, archiviste de l'évêché de Namur depuis 2001.

Et c'est sur 258 pages qu'on trouve plus de cent notices disposées alphabétiquement de A à C, au départ des localités et présentant, à partir des plus anciens manuscrits et de visites pastorales et décanales, l'histoire - brève ou longue - de chacune des églises et chapelles situées dans l'ancien comté de Namur, mais aussi dans les actuelles provinces du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège et du Luxembourg. Ces notices répondent au schéma établi par François Jacques, mais avec quelques modifications de présentation.

Paru en 2019, le Volume II reprend sur 300 pages les notices relatives aux lieux de culte de l'ancien de l'ancien diocèse de Namur allant de D à I.

POUR PLUS D'INFOS

-Écrire à Église-Wallonie, Verte Voie, 20, 1348 Louvain-la-Neuve ou, par courriel à eglise-wallonie@gmail.com

-[consulter le site www.eglise-wallonie.be](http://www.eglise-wallonie.be)

Président et éditeur responsable : Luc Maréchal

POUR RENFORCER ÉGLISE-WALLONIE

-en être membre par une cotisation annuelle de 20 €

-en versant 10 € pour recevoir ses Bulletins trimestriels de l'année en cours par courriels ou par la Poste

-en versant un don

au compte BE31 0011 6110 5255 d'Église-Wallonie, à 1348 Louvain-la-Neuve.

Ou encore en répercutant les informations publiées par Église-Wallonie, un mouvement qui ne bénéficie d'aucun subside et dépend donc des initiatives de ses membres bénévoles aux divers engagements et de ses sympathisants et sympathisantes. Église-Wallonie a évidemment été exposé à l'impact de la pandémie du coronavirus dans son fonctionnement et jusque dans les adhésions et les paiements de cotisations. Mais cela n'a pas empêché les enrichissants partages par courriels entre membres et sympathisants. Dès lors, voici déjà un tout grand merci à celles et ceux qui voudront y donner des suites.

POUR FAIRE SPITER LE WALLON

Et d'min ...Et demain...

Né en 1957 à Meux, village se situant entre Namur et Gembloux, l'abbé Bernard Van Vynckt est d'origine flamande. Mais ce doyen de Marche-en-Famenne a succédé à l'abbé Paul Malherbe pour dire les très attendues messes en wallon des lundis des fêtes de Wallonie à Namur.

De plus, alors que cette célébration sera sans doute en « light » cette année, l'abbé Van Vynckt a été l'auteur de billets en wallon durant la période de confinement. Comme l'ont indiqué le journal « L'avenir » en avril et le magazine « L'appel » dans son numéro de juin, ces billets ont été diffusés chaque lundi en radio dans « La Bonne Tranche » par RCF Sud Belgique, dont l'équipe est particulièrement ouverte à la vie des gens.

L'abbé Van Vynckt a dit avoir été lui-même très étonné du succès de ses billets auprès d'un nombre incroyable de personnes, y compris par podcasts et sur la page Facebook de RCF Sud Belgique. (*) Et c'est son billet du lundi 25 mai dernier que nous proposons ci-dessous, en remerciant encore son auteur de nous avoir communiqué cette belle invitation à faire des choix demain et même dès aujourd'hui !

(*) RCF Sud Belgique en FM dans la région de Namur sur 106.8 et dans celle de Bastogne sur 105.4.

Mès soçons,

Dispû deûs mwès èt d'méy, nos-èstans rèclôs. Èt i nos-a falu discouviè one novèle maniére di viker. Au pus sovint, tot r'mètant à place one masse d'affaires qui n's-avin.n' roviyes. Nos-èstin.n' dins one soce, èwoû ç' qu'i faut tofêr aler au pus rade - èt waye au cia qui n' sèt chûre - ; one soce, èwoû ç' qu'il è faut todi fé d'pus èt gangnî branmint dès caurs... li pus rade possible, èco ! On p'tit virus di deûs côps rin a v'nu foute l'arêdje dins tot çà ! Adon, asteûre, i nos faurè tchwèsi.

Oyi çà ! Branmint dès djins ont discouviè qu'i-gn-aveûve, à costé d' leû maujone, on p'tit mâtchand qui vind dès frûts oudobin dès légumes, qui sont bin mèyeûs qu'au grand botique, parèt. Sès carotes, vos lès p'loz aurder dès samwin.nes ètîres. Èle ni candjenut nin. Mins lès cènes qui sont dins on satch di plastic, zèles, èle divègnenut tote nwâres, après trwès djoûs. Èt c'èst l' minme affaire avou sès canadas qu'arivenut dirèc' d'èmon l' cinsî. I n' sont nin lâvés, zèls. Insi, nos lès p'lans aurder dès mwès au long.

Adon, dimwin ? Èst-ç' qui n's-alans, come ayîr, couru au pus rade au grand botique, roviyant qu' l'amougnî do cotelî d'à costé èst bin mèyeû ? Èt ci sèrè insi por one masse d'ôtès-affaires, don ! I nos faurè tchwèsi.

Tos lès djoûs qui l' solia lûjeut, gn-a one masse di roteûs qu'alin.n' pa dès pîssintes ou pa dès vôiyes di campagne. I r'trovin.n' li boneûr di s' porwinner dins lès amias ou dins lès p'tis viladjes d'avaur-ci. Sins roviy, tos lès cias qu' faîyenut dès kilomètes à vélo pa lès strwètès vôiyes do payis. I nos dîjenut, tortos, qu'i n'ont jamâs vèyu lès bias payisadjes di nosse Famène ou d'Ardène, come au djoû d'audjoûrdu. Lès docteurs acèrtinenut minme qui tot çà èst fwârt bon po l' santé, dwaî !

Adon, dimwin ? Alans-n' co acheter bin tchèr on biyèt d'aviyon po-z-aler aus sèt' cints diâles fé "rosti nosse coyène", come li d'djeûve André Henin, tot causant dès condjîs ? Pace qui l' solia di Copa Cabana r'lût branmint mia qu' amon nos-ôtes, parèt-i ? Sins causer di tot l' CO2 qu'on-z-èvoÿe insi dins l'air èt qui fé qu' nosse bole èst tofêr pus man.nète. I nos faurè tchwèsi, savoz !

Di cès timps-ci, lès djins ont bin sovint r'trové one vîye pus paujère. Come yèsse al maujone avou s' famille, bouter au corti quand i fait bia, scrîre à onk ou l'ôte, prinde on

momint po d'viser avou l' vèjin, rinde sèrvice al vîye feume au coron dèl reuwe, lîre dès-eûres au long, adon qu' ci n'èsteûve pus possible,... Èt dji n' ti sé tot qwè !

Adon, dimwin ? Cès djins-là vont-i r'comincî come divant ? Couru dispû tot timpe au matin j'qu'al vièspréye tote basse? Èt n' nin co awè fé tote leû bèsogne, pad'zeû l' mâtchi ? Èt s' ritrover naujis al difin dèl samwin.ne, èt s' rèsèrer è leû maujone po n' pus veûy pèrson.ne ? I nos faurè co tchwèsi, là èto !

Avou tos cès-ègzimpes-là - èt i-gn-a co branmint d's-ôtes - nos vèyans bin qu'i nos faurè tchwèsi èt viker ôtrumint. Ca lès djins, do timps do Covid 19, èlle ont r'discouviè dès valeûrs roviyes dins l' trayin dès djoûs. Mins èst-ç' qui çà sèrè si aujîy qu' çà d' candjî ? Dji vwè bin, mi, qui dispû lès prumîs djoûs qu'on-z-a p'lu r'prinde saquants-abutudes, dès djins s'ont r'mètu à couru pa tos costés, come divant. Dj'a bin peû qu' çà n'eûche nin sièrvu d' lèçon d'awè d'vu d'mèrer rèsèrès dès mwès au long.

D'alieûrs, tot sondjant à çu qu' s'a passé, nos sowaîtans qu' lès cias qu' mwin.nenut nosse payis trovenuche dès rèsponses à ç' qu'a mau toûrné dins lès laîds momints : qui ç' fuche po l's-ospitaus, po lès maujones po lès vîyès djins ; ou bin po fé roter lès fabriques èt lès botiques, èt co po lès p'tits èt po lès pôves qu'auront deur po lès mwès qui vègnenut.

Mins à choûter lès novèles, dji n'a nin boune idéye, savoz mi ! Nos vèyans d'djà bin qu' lès policyins si mârgoûgnenut po sawè quî ç' qui sèrè minisse quand l' gouvèrnèmint sèrè lès quate fièrs è l'air. Èt po tot ç' qui compte, çà poreûve co bin yèsse branmint do vint èt wère di pluie, savoz ! Maîs, wadjans qu' non, po çà !

Candjî one saqwè, çà c'mince è nosse maujone ou tot-autoû. Adon, ni r'waîtans nin trop long, ou trop wôt, do costé dès grands maîsses. Non.na ! Ca tot çà ni nos dwèt nin èspètchî d' nos mète à l'ovradje, èt d' fé por on mia dins nosse viladje ou dins nosse vile, po mète pus d'amichté dins nos quârtiers, po bouter por one vîye pus paujère èchone èt por one tère qui toûne pus jusse.

Plaî-st-à Diè qu' nos fuchanche tote one driglèye à-z-î ariver !

Mes amis,

Depuis deux mois et demi, nous sommes renfermés. Et il nous a fallu découvrir une nouvelle manière de vivre. Le plus souvent, en remettant à la première place toute une série de choses que nous avions oubliées. Nous vivions dans une société où il fallait toujours aller au plus vite - et gare à celui qui ne savait pas suivre - où il fallait toujours en faire plus et gagner le plus d'argent, le plus vite possible encore. Un petit virus de deux fois rien est venu bousculer tout ça ! Alors, aujourd'hui, il nous faudra choisir.

Oui ! Beaucoup ont découvert qu'il y avait, à côté de chez eux, un petit marchand qui vend des fruits et des légumes, paraît-il, bien meilleurs qu'au grand magasin. Ses carottes, vous pouvez les garder des semaines. Elles ne changent pas. Tandis que celles dans un sac plastic, elles deviennent noires après trois jours. Et c'est la même chose avec ses pommes de terre qui proviennent directement de chez le fermier. Elles ne sont pas lavées et vous pouvez les conserver des mois. Alors, demain ? Est-ce que nous allons, comme hier, courir au plus vite au grand magasin, oubliant que les aliments du jardinier d'à côté sont bien meilleurs ? Et c'est ainsi pour tant d'autres choses. Il nous faudra choisir.

Tous les jours qu'il a fait soleil, beaucoup de marcheurs allaient par les sentiers ou chemins de campagne. Ils retrouvaient le bonheur de se promener dans les hameaux et les petits villages voisins. Sans oublier tous ceux qui font des kilomètres à vélo par les étroits chemins du pays. Ils nous disent tous qu'ils n'ont jamais vu les beaux paysages de la Famenne ou des Ardennes, comme aujourd'hui. Les docteurs précisent même que tout cela est bon pour la santé. Alors, demain ? Allons-nous encore acheter bien cher un billet d'avion pour aller au bout du monde se faire bronzer. Parce que, paraît-il, le soleil brille mieux à Copa Cabana que chez nous. Sans parler de tout le CO2 envoyé dans l'air et qui rend notre planète toujours plus polluée. Il nous faudra choisir.

De ces temps-ci, les personnes ont redécouvert une vie plus paisible. Comme être à la maison avec

sa famille, travailler au jardin quand il fait beau, écrire à l'un ou l'autre, prendre un moment pour bavarder avec le voisin, rendre service à la petite vieille du bout de la rue, lire des heures, alors qu'auparavant ce n'était plus possible. Et tant d'autres choses.

Alors, demain ? Ces personnes vont-elles recommencer comme avant ? Courir depuis tôt le matin jusqu'à bien tard le soir ? Et encore ne pas avoir fini tout l'ouvrage ? Et se retrouver fatigué à la fin de la semaine, au point de s'enfermer dans sa maison pour ne plus voir personne ? Il nous faudra encore choisir, là aussi !

Avec tous ces exemples - et il y en a bien d'autres - nous voyons bien qu'il faudra faire des choix pour vivre autrement. Car les personnes, au temps du Covid 19, ont redécouvert des valeurs oubliées dans l'encombré des jours. Mais est-ce que cela va changer vraiment ? Je vois bien que dans les premiers jours où il fut possible de reprendre certaines habitudes, bien des gens se sont remis à courir partout, comme avant. J'ai bien peur que le fait d'avoir été renfermés, des mois durant, n'ait pas servi de leçon.

D'ailleurs, pensant à ce qui s'est passé, nous souhaitons que les personnes qui mènent notre pays trouvent des réponses à ce qui a mal tourné lors de la crise, que ce soit pour les hôpitaux ou les maisons de repos, ou bien pour faire tourner l'économie, ou encore pour les petits et les pauvres qui seront éprouvés les mois prochains. Mais à écouter les informations, je n'ai pas grand espoir. Nous voyons déjà que les politiciens se disputent pour savoir qui sera ministre lorsque sera tombé le gouvernement. Et pour tout ce qui compte, ce pourrait bien être "beaucoup de vent et peu de pluie". Mais espérons que non.

Changer quelque chose, cela commence chez nous et autour de nous. Alors, ni regardons pas trop loin ou trop haut, du côté des décideurs. Non ! Tout cela ne doit pas nous empêcher de nous mettre à l'œuvre et de faire pour un mieux dans nos villages ou dans nos villes, pour plus d'amitié dans nos quartiers, pour une vie plus paisible et pour une terre qui tourne plus juste.

Et espérons que nous serons à plusieurs pour y arriver !